INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 6 mai 2022**

* Les indices européens ont terminé une nouvelle fois dans le rouge vendredi, pénalisés par les inquiétudes des investisseurs sur la politique monétaire de la Fed. Le CAC 40 a cédé 1,73% à 6 258,36 points, et l'Euro Stoxx 50, 1,4% à 3 644,83 points. Ils terminent ainsi cette première semaine du mois de mai sur un repli hebdomadaire respectif de 4,22% et 4,16%. De son côté, Wall Street creuse un peu plus ses pertes après la lourde chute d'hier: en fin d'après-midi, le S&P 500 et le Nasdaq abandonnent ainsi 0,76% et 0,99%.
* Alors que la guerre en Ukraine et que le confinement en Chine continuent de menacer la croissance mondiale, Jerome Powell a essayé d'adopter mercredi soir, lors de l'annonce de la décision de politique monétaire de la Fed, un ton rassurant concernant la gestion de l'inflation. Il a ainsi écarté une potentielle hausse des taux de 75 points de base lors des prochaines échéances de la banque centrale.
* Des propos d'abord bien reçus des marchés, mais qui ont ensuite suscité l'inquiétude: la Fed sera-t-elle en réalité capable de juguler la hausse des prix sans une hausse des taux d'envergure, quitte à pénaliser la croissance ? Car l'économie américaine se porte bien, comme l'a démontré encore aujourd'hui la publication du rapport mensuel sur l'emploi, qui a fait état de créations de postes plus importantes que prévu. Une bonne nouvelle, certes, mais qui contribue aussi à des anticipations d'inflation plus élevée.
* Sur le marché des taux, toutes ces nouvelles se sont traduites par une hausse des rendements obligataires, le 10 ans américain grimpant de 4 points de base, et son homologue allemand de plus de 10 points de base.
* La devise brésilienne affiche un gain de près de 10% depuis le début de l’année à 5,029 reais pour un dollar, récupérant ainsi ses pertes de 2021. Elle est soutenue par la poursuite du resserrement monétaire de la banque centrale du Brésil. Mercredi, l’institution a relevé, pour la dixième fois consécutive depuis mars 2021 son taux directeur. Ce dernier a augmenté d’un point à 12,75%, soit son plus haut niveau depuis cinq ans. La banque centrale tente d’enrayer l’aggravation de l’inflation qui a atteint en avril un sommet depuis octobre 2003 à 11,3%.
* Le cuivre accuse un repli de 11,5% depuis son record atteint début mars, au début de la guerre en Ukraine, de plus de 10 746 dollars la tonne. Comme d'autres métaux, le cuivre, indispensable pour beaucoup de secteurs, est principalement pénalisé par la résurgence de la pandémie en Chine. Selon le FMI, le pays, qui consomme chaque année environ 60% de l’offre mondiale, risque de ne pas atteindre son objectif de croissance de 5,5% en 2022 en raison des restrictions sanitaires imposées à 46 villes, dont Shanghai et Pékin.
* Entre fin décembre 2021 et fin mars 2022 en France, l'emploi salarié du secteur privé ralentit : +0,3 % après +0,6 % (soit 66 100 créations nettes d'emplois après 117 900), révèle l'Insee. Cette hausse fait suite à celles de 2021 (+3,5 % sur l'ensemble de l'année soit +677 700 emplois), qui avaient déjà plus que compensé la baisse de 2020 (−1,8 % soit −354 000 emplois). Au total, fin mars 2022 l'emploi salarié privé dépasse son niveau d'avant la crise sanitaire (soit fin 2019) de 2,0 % (+389 700 emplois).
* Les nouvelles en provenance de l’économie allemande sont mauvaises. 24 heures après les commandes à l’industrie, la production industrielle a aussi déçu. Selon des données préliminaires de l’office fédéral de la statistique, Destatis, elle a reculé de 3,9% en mars sur un mois alors que les économistes tablaient sur un repli d'1% après +0,1% en février (révisé de +0,2%).

De nombreuses entreprises ont encore des difficultés à exécuter leurs commandes en raison de l'interruption des chaînes d'approvisionnement, qui est due à la persistance des restrictions liées au Covid-19 et à la guerre en Ukraine.

**SOCIETES**

* Du côté des valeurs, la séance a été une nouvelle fois riche en résultats. Le gagnant de la journée se nomme Euroapi (+12,62%), le dernier arrivé sur la place parisienne après sa scission de Sanofi. Le CAC 40 a été dominé par Stellantis (+3,36%), suivi de TotalEnergies (+2,19%). Pernod Ricard (-4,95%) et Dassault Systèmes (-4,81%) ont fermé la marche de l'indice. A noter également la médiocre performance de JCDecaux (-10,26%) après des perspectives décevantes.
* Un peu moins d’un mois après son profit warning, Scor a dévoilé l’ampleur de sa perte nette au premier trimestre : 80 millions d’euros contre un profit de 45 millions au premier trimestre 2021. Si la perte est supérieure au consensus de 66 millions d’euros, l’action du réassureur a échappé aujourd’hui à la baisse du marché, progressant de 0,73% à 26,26 euros. Les analystes anticipaient une telle réaction positive étant donné le récent recul du titre.

Les comptes de Scor reflètent les chocs liés aux sinistres potentiels résultant de la guerre en Ukraine, d'une série de catastrophes naturelles et de la poursuite de la pandémie aux Etats-Unis. Le réassureur a enregistré une provision de 85 millions d'euros liée à l'Ukraine.

Les primes émises, équivalent des revenus dans le secteur, ont augmenté de 9,7% à 4,715 milliards d'euros.

* Veolia et Suez ont signé un accord en vue de l'acquisition par Suez de l'ensemble des actifs déchets dangereux en France dans le cadre des engagements pris par Veolia auprès de la Commission européenne en matière de concurrence. Les actifs représentent une valeur d'entreprise de 690 millions d'euros. L'accord est matérialisé par une promesse unilatérale d'achat devant permettre aux parties de finaliser la transaction ainsi que les consultations des instances représentatives du personnel de Veolia et l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires.

Sa réalisation s'effectuera dans le respect de l'ensemble des engagements sociaux annoncés par les deux groupes.

* Axa a reculé de 1,47% à 22,795 euros. Jeudi soir, l’assureur a dévoilé des revenus trimestriels meilleurs que prévu, mais un ratio de solvabilité décevant. Le chiffre d'affaires a progressé de 1%, à 31,3 milliards d'euros en données comparables au premier trimestre.

Dans le détail, le chiffre d'affaires en santé est en hausse de 6%, à 4,4 milliards d'euros. Les revenus en assurance entreprise hors AXA XL Re (-12% à 1,5 milliard d'euros) ont augmenté de 4%, à 10,7 milliards d'euros et ceux de la prévoyance, de 3%, à 4,3 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires de l'assurance vie, épargne, retraite a baissé de 3% à 8,4 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires de la gestion d'actifs est stable à 392 millions d'euros.

" Nous avons réalisé cette performance dans un contexte incertain lié aux tensions géopolitiques provoquées par la guerre en Ukraine.(...) Il est trop tôt pour indiquer une estimation précise de l'impact de la crise, néanmoins sur la base à ce stade de notre évaluation et du périmètre de la crise, nous estimons aujourd'hui que la perte nette de souscription liée à la crise devrait s'apparenter à une catastrophe naturelle de taille moyenne ", a déclaré Alban de Mailly Nesle, Directeur financier d'Axa.

* Eiffage, au travers de sa filiale Eiffage Énergie Systèmes, a conclu un accord en vue d'acquérir 70 % de Snef Telecom. Filiale de Snef et acteur national de référence sur le marché français des télécommunications mobiles, Snef Telecom a réalisé un chiffre d'affaires de près de 200 millions d'euros en 2021, avec environ 1 000 collaborateurs répartis sur tout le territoire.

Cette acquisition permet à Eiffage Énergie Systèmes d'entrer dans le marché à forte croissance des télécommunications mobiles, porté par le développement des technologies 5G. Elle vient compléter l'offre et les expertises d'Eiffage Énergie Systèmes auprès des acteurs de l'industrie et du tertiaire.

La réalisation de cette acquisition devrait intervenir au cours du 2e semestre 2022, sous réserve des conditions suspensives et réglementaires usuelles.

* La filiale de Sanofi Euroapi a gagné 12,62% à 13,514 euros pour ses débuts en Bourse. Le fabricant de principes actifs - les molécules essentielles entrant dans la composition des médicaments - a été introduite en Bourse vendredi matin au prix de 12 euros. Selon Sanofi, cette entité à tout à gagner en prenant son indépendance, les clients rechignant à se fournir en principes actifs chez un concurrent. Par ailleurs, l'essor d'Euroapi pourrait avoir le mérite de limiter la dépendance de la France à l'égard de l'Asie, où étaient fabriqués l'an dernier environ 80 % des principes actifs des médicaments.

Euroapi a pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires consolidé d'environ 1 milliard d'euros et une marge de core Ebitda égale ou supérieure à 14% en 2022 pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Sanofi détient encore environ 30 % du capital et des droits de vote d'Euroapi. EPIC Bpifrance, agissant pour le compte de l'Etat français dans le cadre de la convention French Tech Souveraineté du 11 décembre 2020, détient 12 % du capital et des droits de vote d'Euroapi. Environ 58 % des actions d'Euroapi ont été distribuées via un dividende en nature.

L'Oréal, principal actionnaire de Sanofi, s'est engagé à respecter une période de conservation de 1 an après la mise en paiement de la distribution réalisée le 10 mai 2022.

**ANALYSES**

* L'économie mondiale se dirige-t-elle vers un faisceau de circonstances particulièrement défavorables, à l’heure où l’Europe, la Chine et les Etats-Unis semblent, au même moment, entrer en récession ? Les risques d'une récession mondiale ne cessent d'augmenter de jour en jour.

Une récession en Europe est presque inévitable si la guerre en Ukraine s’intensifie et si l'Allemagne, qui a violemment résisté aux appels pour renoncer aux approvisionnements en pétrole et gaz russes, finit finalement par céder. La Chine a de plus en plus de mal à maintenir une croissance positive face aux confinements draconiens, qui ont déjà contraint Shanghai à un arrêt brutal et qui menacent à présent Pékin.

En fait, l'économie chinoise est peut-être déjà en récession. En outre, avec des prix à la consommation aux Etats-Unis qui augmentent actuellement à leur rythme le plus rapide depuis quarante ans, les espoirs d'un atterrissage en douceur des prix, sans grand impact sur la croissance, semblent de plus en plus improbables.

Les prévisions économiques ont commencé à mettre en évidence des risques régionaux croissants, tout en sous-estimant peut-être leur interdépendance. Les confinements généralisés en Chine, par exemple, causeront des ravages sur les chaînes d'approvisionnement mondiales à court terme, en faisant augmenter l'inflation aux Etats-Unis et en faisant baisser la demande en Europe.

Normalement, ces problèmes pourraient être atténués par une baisse des prix des matières premières. Mais sans conclusion claire en Ukraine, les prix alimentaires et énergétiques mondiaux risquent de rester élevés.

Une récession aux Etats-Unis, en particulier si elle est déclenchée par un cycle de hausses des taux d'intérêt par la Réserve fédérale, risque de réduire la demande mondiale d'importations et de semer la zizanie sur les marchés financiers. Et, bien que les récessions européennes se fassent habituellement sentir par le biais d'une demande réduite, un ralentissement provoqué par la guerre pourrait radicalement ébranler la confiance des entreprises et des marchés financiers dans le monde entier.

Quelle est la probabilité que chacun de ces événements se produise ? La trajectoire de croissance de la Chine ralentit depuis longtemps, et seule une gestion macroéconomique compétente pourra empêcher une grave récession. Mais rien ne suffira si les dirigeants chinois prennent une mauvaise décision face à la pandémie de Covid-19.

La plupart des pays asiatiques ont désormais abandonné les stratégies « zéro Covid ». Pas la Chine. En Chine, le gouvernement dépense des sommes énormes pour convertir des immeubles de bureaux vides en centres de quarantaine.

Les nouveaux centres de quarantaine sont peut-être une brillante idée, qui redirigent le secteur hypertrophié du bâtiment chinois vers des activités plus utiles sur le plan social que de énièmes nouveaux projets et des constructions excessives (ce contre quoi l'économiste du Fonds monétaire international Yuanchen Yang et moi-même avons mis en garde en 2020).

Peut-être que les dirigeants chinois savent quelque chose que leurs homologues occidentaux ignorent quant à l’urgence de se préparer à une prochaine pandémie, auquel cas les centres de quarantaine pourraient s'avérer un projet visionnaire. Plus probablement, cependant, la Chine se bat contre des moulins-à-vent pour tenter de dompter un virus de plus en plus contagieux, auquel cas les centres se révéleront un énorme gaspillage de ressources.

Le risque d'une récession américaine est certainement très élevé, reste à savoir quand elle va éclater et à quel point elle sera douloureuse. L'idée optimiste selon laquelle l'inflation déclinera de manière significative toute seule, et selon laquelle la Fed n'aura donc pas à trop augmenter les taux d'intérêt, paraît un peu plus douteuse chaque jour. Les économies ayant explosé au cours de la pandémie, le scénario le plus probable est que la demande des consommateurs restera forte, tandis que les problèmes de chaînes d'approvisionnement vont continuer de s'aggraver.

Il est vrai que le gouvernement américain semble réduire ses politiques de relance, mais cela va attiser les inquiétudes liées à la récession, même si ces dernières contribuent à atténuer quelque peu l'inflation. Et si les programmes de relance continuent à plein régime, cela va encore compliquer davantage la tâche de la Fed.

Quant à l'Europe, le retour de bâton des ralentissements économiques en Chine et aux Etats-Unis aurait menacé sa croissance, même sans le contexte de la guerre en Ukraine. Mais la guerre a considérablement amplifié les risques et les vulnérabilités de l'Europe. La croissance est déjà faible.

Si le président russe Vladimir Poutine recourt à l'utilisation d'armes chimiques ou nucléaires tactiques, l'Europe sera contrainte de couper le cordon pour de bon, avec le risque d'une escalade supplémentaire, ce qui pourrait également signifier d'imposer des sanctions à la Chine. Pendant ce temps, les gouvernements européens subissent une pression considérable pour augmenter de manière significative leurs dépenses en matière de défense nationale.

Il est clair que les marchés émergents et les économies en développement les plus pauvres seront durement touchés en cas de récession mondiale. Même les pays exportateurs d'énergie et de denrées alimentaires, qui jusqu'à présent ont bénéficié économiquement de la guerre en raison des prix élevés, risquent d'avoir de sérieux problèmes.

Avec un peu de chance, le risque d'une récession mondiale synchronisée va s'estomper d'ici à la fin de l'année 2022. Mais pour le moment, les risques de récession en Europe, aux Etats-Unis et en Chine sont importants et ils augmentent de jour en jour. Je ne suis pas sûr que les politiciens et les décideurs soient à la hauteur de la tâche qui va bientôt leur échoir.

Copyright : Project Syndicate.

**L’AGENDA DU 9 mai 2022**

**8h45 en France**

Balance commerciale en mars

**10h30 en zone euro**

Indice Sentix du sentiment des investisseurs en mai

**16h00 aux Etats-Unis**

Stocks des grossistes en mars